

Qui sont les créanciers de l'État français ? par Mathieu Plane

La Croix, jeudi 1 décembre 2005

Interview : Mathieu Plane : « 51 % de la dette sont détenus à l'étranger. » Pour financer la dette publique, évaluée à 1 160 milliards d'euros pour 2005, selon les chiffres officiels, mais à 2 000 milliards par la commission Pébereau, l'État va chercher de l'argent sur le marché obligataire. Selon l'économiste Mathieu Plane, spécialiste en finances publiques à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), la majorité des souscripteurs qui achètent des obligations sont des investisseurs institutionnels établis hors de France.

« Il faut d'abord comprendre de quelle dette on parle. Chaque année, les dépenses des administrations publiques, qui regroupent l'État, la Sécurité sociale et les collectivités locales, sont plus importantes que les recettes, ce qui crée un déficit. C'est la somme cumulée des déficits qui forme la dette, estimée, selon les critères de Maastricht, à environ 1 160 milliards d'euros pour 2005, soit 65,8 % du produit intérieur brut, et non à 2 000 milliards comme l'affirmerait la commission Pébereau, cette somme tenant compte d'engagements futurs, comme les charges de retraite des fonctionnaires, non comptabilisées dans les critères de Maastricht.

Quel que soit le chiffre retenu, les administrations publiques (l'État, la Sécurité sociale et les collectivités locales) doivent trouver des financements. L'État, qui doit assumer plus de 80 % de la dette publique, a deux manières de chercher de l'argent : il émet des bons du Trésor, qui sont des emprunts à court terme, et surtout, pour un montant de l'ordre 700 milliards d'euros, il émet des obligations assimilables au Trésor (OAT), qui portent sur des échéances de long terme d'environ dix ans.

La France n'a pas de problèmes pour trouver des acheteurs sur le marché obligataire. Car même si les obligations du Trésor rapportent peu (de l'ordre de 3,5 %), elles sont considérées comme un placement sans risque, les agences de notation attribuant à la France la meilleure note possible, AAA. Parmi les acheteurs qui détiennent actuellement la dette de l'État, 51 % sont des non-résidents, c'est-à-dire des personnes, françaises ou pas, domiciliées hors de France mais leur identité et leur provenance géographique sont très difficiles à connaître. On sait juste que la plupart sont des investisseurs institutionnels, banques, assurances, ou organismes de placement de type fonds de pension...

En revanche, parmi les 49 % d'acheteurs résidents, on sait que 31 % sont des assurances françaises, 10 % des OPCVM, c'est-à-dire des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (Sicav, FCP...), 7 % des banques... la surprise étant que seulement 1 % de la dette de l'État est détenue en propre par des ménages français. »